



Équitable, inclusive et gratuite

Une vision collective pour
une éducation de qualité
au-delà de 2015

Campagne Mondiale pour

I'EDUCATION

www.campaignforeducation.org

Un objectif de l'éducation dans le cadre de développement après 2015

La Campagne mondiale pour l'éducation se compose d'un ensemble vaste et diversifié de parties prenantes du monde entier, et, ensemble, nos membres dans plus de 100 pays représentent des centaines de milliers de personnes. Nous partageons une vision commune et croyons au droit à l'éducation et au pouvoir de l'éducation. C'est pourquoi nous défendons l'existence dans l'agenda du développement pour l'après-2015 d'un objectif d'éducation large, global et fondé sur les droits ainsi que la poursuite d'une initiative harmonisée et revitalisée de l'Éducation pour tous, pleinement intégrée au dit objectif.

Au cours des 18 derniers mois, nos membres ont discuté et partagé leurs vues sur les objectifs actuels en matière d'éducation et les priorités futures. Ce processus de consultation a comporté des enquêtes, des débats, et un document de discussion dans l'optique d'élaborer un projet de proposition portant sur les objectifs de l'éducation pour l'après-2015. Ce projet a été diffusé pour consultation (en cinq langues) à l'ensemble des membres de la CME en mars 2014. La diversité et la richesse des commentaires qui nous ont été envoyés par les membres de la CME autour du monde ont été très utiles pour documenter la nouvelle proposition entièrement reformulée présentée ci-dessous.

L'existence d'un objectif de l'éducation est fondamentale

L'éducation est un droit humain fondamental et un bien public, la clé pour éliminer la pauvreté et construire un avenir équitable et soutenable. L'éducation occupe un rôle unique au sein du nouvel agenda pour le développement : elle a le pouvoir de stimuler un changement transformateur, elle apporte des opportunités, de l'espoir et constitue une protection pour des centaines de millions de personnes dans le monde entier. Une éducation de qualité, fondée sur les droits humains apporte plus d'autonomie aux individus, renforce les communautés et contribue au développement. Elle a un pouvoir de transformation et fournit à la population des connaissances, des aptitudes et des compétences fondamentales pour examiner, conceptualiser et résoudre les problèmes qui se posent tant au niveau mondial que local, et pour contribuer activement au développement durable et démocratique de la société. L'éducation de qualité est également indispensable à la réalisation de tous les autres objectifs de développement comme l'égalité entre les sexes, la santé, la nutrition, la paix, le renforcement de la démocratie et la protection durable de l'environnement. Par conséquent, un cadre de développement mondial crédible doit mettre le droit à l'éducation au cœur de son projet.

Le temps du changement

Si les avancées dans le domaine de l'accès à l'éducation depuis la proclamation des OMD et des objectifs de l'EPT sont indéniables, il n'en reste pas moins que les promesses de la communauté internationale en 2000 ont été trop lentes et trop limitées pour des millions d'enfants et d'adultes à travers le monde. Depuis 2000, des centaines de millions d'enfants sont privés de leur droit à une éducation de qualité – soit parce qu'ils n'ont pas eu accès à la scolarité, soit en raison de la médiocre qualité de l'instruction qui leur est offerte – et des centaines de millions d'adultes doivent encore relever le défi de l'analphabétisme. Le temps est venu de relever nos ambitions et de changer radicalement de rythme pour garantir que d'ici 2030 tous les enfants et tous les adultes jouiront de leur droit à l'éducation. L'éducation transformative doit être au cœur de l'agenda de l'après-2015 en vue de préparer un avenir durable et équitable.

L'éducation de qualité exige de la qualité au niveau des apports et des processus

Chaque élève, où qu'il vive, y compris dans les situations de conflit et d'urgence humanitaire, doit être formé par un enseignant qualifié et soutenu adéquatement, dans des établissements éducatifs sûrs disposant d'infrastructures, d'équipements et de ressources appropriées. La qualité des processus et des pratiques est la garantie que les enfants quitteront l'école avec des connaissances, des compétences et des valeurs qui les aideront à devenir des membres actifs de leur société et à contribuer à la résolution des défis du 21^e siècle à l'échelon local, national et mondial.

L'éducation transformatrice est une éducation équitable

L'objectif d'éducation à intégrer au cadre de développement durable pour l'après-2015 doit comporter des étapes concrètes visant à éliminer toutes les formes de discrimination basées sur le handicap, le sexe, la race, l'ethnie, la religion, la langue, l'orientation sexuelle ou la situation socioéconomique d'une personne.

Les gouvernements doivent assumer leurs responsabilités

L'éducation est reconnue comme un droit humain fondamental et les gouvernements ont l'obligation de faire respecter ce droit. Ils ont notamment la responsabilité de fournir des financements suffisants pour garantir une éducation de qualité, équitable et inclusive et des possibilités de formation tout au long de la vie, par exemple par le biais d'une fiscalité juste et progressive.

But, objectifs, cibles et indicateurs proposés par la CME

La CME a défini un objectif global pour l'éducation incluant trois objectifs clés et huit cibles spécifiques. Chaque cible s'accompagne d'un ensemble d'indicateurs permettant de suivre les progrès. Tous les indicateurs doivent être ventilés en fonction du type de handicap, de la race et l'ethnie, de la localisation géographique (zones rurales et urbaines, régions touchées par un conflit ou par une crise humanitaire), de la situation socioéconomique (entre autres), et selon le sexe pour toutes ces catégories. Les avancées doivent être mesurées non seulement par rapport aux indicateurs agrégés, mais également en fonction du rétrécissement des écarts entre les plus favorisés et les plus désavantagés.

But : D'ici 2030, assurer l'équité, la gratuité, l'inclusivité et la qualité de l'éducation et de la formation tout au long de la vie pour tous

Objectif 1 :

D'ici 2030, le droit de tous les enfants à une scolarité complète et continue, gratuite et de qualité depuis la petite enfance jusqu'à l'enseignement primaire et secondaire est satisfait.

Tous les indicateurs devraient être ventilés, le cas échéant, par type de handicap, selon le sexe, la race et l'ethnie, la localisation géographique (zones rurales et urbaines, régions touchées par un conflit ou une crise humanitaire) et le statut socioéconomique, entre autres. Les avancées doivent être mesurées non seulement par rapport aux indicateurs agrégés, mais également en fonction du rétrécissement des écarts entre les plus favorisés et les plus désavantagés.

Cible 1 : En 2020, tous les enfants sont inscrits à l'école et achèvent un cycle complet d'ici 2030.

Indicateurs:

- Nombre et pourcentage d'enfants scolarisés dans l'éducation pré-primaire en 2020 et en 2025.
- Nombre et pourcentage d'enfants qui ont achevé au moins une année complète d'éducation pré-primaire gratuite en 2020 et en 2025.
- Nombre et pourcentage d'enfants scolarisés qui achèvent un cycle complet d'enseignement primaire gratuit :
 - » Taux nets de scolarisation et taux d'achèvement en 2020, 2025 et 2030.
 - » Pourcentage d'enfants inscrits dans des établissements d'enseignement primaire qui sont financés par des fonds publics, n'imposent pas de frais et ne poursuivent pas un but lucratif.
 - » Réduction en pourcentage du nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont pas scolarisés en 2020 et 2025.
 - » Réduction en pourcentage du nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et vivant dans des pays en conflit ou des États fragiles qui ne sont pas scolarisés en 2020 et 2025.
- Nombre et pourcentage d'enfants achevant le cycle secondaire dans des établissements gratuits de qualité :
 - » Taux nets de scolarisation et taux d'achèvement en 2020, 2025 et 2030.
 - » Pourcentage d'enfants en âge de fréquenter l'école secondaire inscrits dans des établissements d'enseignement secondaire qui sont financés par des fonds publics, n'imposent pas de frais et ne poursuivent pas un but lucratif.
 - » Réduction en pourcentage du nombre d'enfants non scolarisés à l'école secondaire en 2020 et 2025.

- » Réduction en pourcentage du nombre d'enfants vivant dans des pays en conflit ou des États fragiles non scolarisés à l'école secondaire en 2020 et 2025.

Cible 2 : En 2025, tous les enfants sont instruits par des enseignants qualifiés qui ont suivi une formation dans les domaines de la pédagogie, des droits et de l'égalité entre les sexes, dans un environnement accessible et sûr.

Indicateurs:

- Pourcentage d'enfants instruits par des enseignants formés et qualifiés, avec des critères de référence nationaux clairs et transparents définissant le statut d'un enseignant qualifié, c'est-à-dire qui a suivi une formation dans les domaines de la pédagogie, des droits et de la prise en compte du genre.
- Nombre d'enseignants qualifiés par élève, ventilés par localisation (zones rurales-urbaines, sous-nationales et par district).
- Nombre et pourcentage d'environnements éducatifs accessibles, inclusifs, sûrs, dotés d'infrastructures et d'équipements appropriés pour tous les élèves, et qui sont à l'abri de la violence et des attaques.

Cible 3 : En 2030, tous les enfants achèvent un cycle complet d'éducation inclusive de qualité, qui prend en compte l'égalité entre les sexes et débouche sur des acquis mesurables par de multiples indicateurs.

Indicateurs:

- Pourcentage d'écoles disposant de ressources d'enseignement et d'apprentissage (manuels scolaires) non discriminatoires et disponibles pour tous les élèves dès le début de l'année scolaire.
- Pourcentage d'enfants scolarisés en pré-primaire et dans les deux premières de primaire qui bénéficient d'une instruction dans leur langue maternelle.
- Pourcentage d'enfants qui ont acquis des connaissances démontrées dans les matières fondamentales en lien avec la lecture, l'écriture, le calcul et la citoyenneté mondiale (droits de l'homme, développement durable, paix, santé sexuelle et reproductive, et dialogue interculturel), en fonction de critères nationaux appropriés pour les élèves.

Objectif 2 :

En 2030, tous les jeunes et tous les adultes sont alphabétisés et possèdent les connaissances et les compétences requises pour pleinement participer à leur société et au monde du travail.

Tous les indicateurs devraient être ventilés, le cas échéant, par type de handicap, selon le sexe, la race et l'ethnie, la localisation géographique (zones rurales et urbaines, régions touchées par un conflit ou une crise humanitaire) et le statut socioéconomique, entre autres. Les avancées doivent être mesurées non seulement par rapport aux indicateurs agrégés, mais également en fonction du rétrécissement des écarts entre les plus favorisés et les plus désavantagés.

Cible 4 : Tous les jeunes (15-24 ans) sont pleinement alphabétisés en 2025, et tous les adultes (+ 15 ans) en 2030.

Indicateurs:

- Pourcentage de jeunes (15-24 ans) pleinement alphabétisés en 2020 et 2025.
- Pourcentage d'adultes (+ 15 ans) pleinement alphabétisés en 2020, 2025 et 2030.
- Pourcentage de jeunes et d'adultes qui ont accès à des programmes éducatifs de la deuxième chance (notamment pour ceux qui ont été privés d'éducation en raison des conflits, des migrations, de leur sexe ou pour d'autres raisons).

Cible 5 : En 2030, la participation des personnes issues de groupes défavorisés à des programmes d'éducation avancée de qualité (enseignement et formation technique et professionnelle, enseignement supérieur) a augmenté d'au moins 50 %, et l'écart des taux de participation entre les plus favorisés et les plus désavantagés s'est rétréci.

Indicateurs:

- Pourcentage d'étudiants issus de différents groupes défavorisés qui suivent un enseignement avancé en 2025.
- Nombre d'enseignants formés par étudiant (par matière).
- Pourcentage de centres d'apprentissage sûrs, accessibles et dotés d'infrastructures adéquates.
- Pourcentage de jeunes et d'adultes possédant les connaissances, les qualifications et les compétences requises par le monde du travail et pour agir en tant que citoyen du monde.



Objectif 3 :

En 2030, le secteur éducatif dispose de financements adéquats et durables et de structures de gouvernance transparentes et participatives.

Tous les indicateurs devraient être ventilés, le cas échéant, par type de handicap, selon le sexe, la race et l'ethnie, la localisation géographique (zones rurales et urbaines, régions touchées par un conflit ou une crise humanitaire) et le statut socioéconomique, entre autres. Les avancées doivent être mesurées non seulement par rapport aux indicateurs agrégés, mais également en fonction du rétrécissement des écarts entre les plus favorisés et les plus désavantagés.

Cible 6 : Les gouvernements calculent et répartissent les fonds domestiques de manière à assurer l'équité, l'inclusivité, la gratuité et la qualité de l'éducation et de la formation tout au long de la vie pour tous, notamment en consacrant au moins 20 % des budgets nationaux à l'éducation, dont au moins la moitié (soit 10 % du budget) à l'éducation de base.¹

Indicateurs:

- Pourcentage du budget national alloué à l'éducation.
- Pourcentage du budget national alloué à l'éducation de base.
- Développement d'un plan national d'éducation intégralement chiffré et d'une stratégie de financement.
- Proportion du budget total de l'éducation qui est financée par les recettes intérieures (fiscalité, recettes tirées de l'exploitation des ressources naturelles, etc.).

Cible 7 : Les bailleurs de fonds et la communauté internationale fournissent des financements accrus, pérennes et de qualité en faveur de l'éducation à travers l'aide publique au développement (APD), en consacrant au moins 10 % de l'aide de chacun des bailleurs à l'éducation de base² et au moins 4 % de l'aide humanitaire à l'éducation.

Indicateurs:

- Pourcentage de l'APD consacré à l'éducation.
- Pourcentage de l'APD consacré à l'éducation de base.
- Pourcentage de l'aide humanitaire allouée à l'éducation.
- Proportion de l'APD destinée au secteur de l'éducation qui est harmonisée derrière des plans nationaux du secteur éducatif (par ex. un fonds commun, des approches sectorielles SWAp, des aides fournies par le GPE, etc.).

Cible 8 : Les citoyens, représentés par des structures officielles de la société civile, sont pleinement informés et impliqués dans le développement et le suivi des politiques et des programmes du secteur éducatif à l'échelon des écoles ainsi qu'au niveau sous-national et national.

Indicateurs:

- Pourcentage de comités et de groupes de travail décisionnaires dans le secteur de l'éducation au plan national et sous-national, avec la pleine participation de représentants de la société civile et des enseignants.
- Pourcentage d'écoles et de centres d'apprentissage disposant de comités de gestion opérationnels composés d'enseignants, d'animateurs, de parents, d'élèves et d'étudiants et de représentants des communautés et des organisations de la société civile locales.
- Publication des budgets, des plans et des données de l'éducation, des programmes des bailleurs de fonds et des informations sur les dépenses scolaires, au niveau sous-national et national, dans toutes les langues nationales, dans un délai d'un mois à compter de leur finalisation.

¹ Dans la perspective du financement, nous adoptons la définition de « l'éducation de base » utilisée dans le Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous (RMS-EPT), à savoir : toutes les dépenses pour l'éducation de la petite enfance, l'éducation primaire, l'éducation de base, et la moitié des dépenses de l'enseignement en général (c'est-à-dire qui ne sont pas allouées à un niveau spécifique).

² Dans la perspective de l'APD, nous adoptons la définition de « l'éducation de base » utilisée dans le Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous (RMS-EPT) : l'ensemble de l'APD est destiné à financer l'éducation de la petite enfance, l'éducation primaire, l'éducation de base, dont la moitié pour l'enseignement en général (et non à un niveau spécifique), et 10 % du soutien budgétaire général.



Des enfants participent à la Semaine mondiale d'action de la CME au Bangladesh Tous droits réservés : CAMPE, 2012

Nos membres

AFRIQUE

Algérie : Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ) ; Angola : Rede de Educação Para Todos (EPT) ; Bénin : Coalition Béninoise des Organisations pour l'EPT (CBO-EPT) ; Burkina Faso : Coalition Nationale EPT du Burkina Faso (CNEPT) ; Burundi : Coalition pour l'Éducation Pour Tous (BAFASHEBIGE) ; Cameroun : Cameroun Education For All Network (CEFAN) ; Cap Vert : Rede Nacional da Campanha de Educação Para Todos (RNCEPT) Cap Vert ; Djibouti : FADE ; Éthiopie : Basic Education Association in Ethiopia ; Gambie : EFA Campaign Network (EFANET) ; Ghana : Ghana National Education Campaign Coalition (GNECC) ; Guinée-Bissau : Réseau de la Campagne de l'Éducation Pour Tous Guinée-Bissau (RECEPT/GB) ; Kenya : Elimu Yetu Coalition ; Lesotho : Campaign for Education Forum (CEF) ; Liberia : Liberia Technical Committee on EFA (LETCOM) ; Malawi : Civil Society Education Coalition (CSEC) ; Mali : Coalition des Organisations de la Société Civile pour l'Éducation Pour Tous (COSC-EPT) ; Maroc : Moroccan Coalition of Education for All ; Maurice : DCI ; Mozambique : Movimento de Educação para Todos (MEPT) ; Niger : Coordination Nationale des Associations, Syndicats et ONGS pour la Campagne EPT (ASO-EPT) ; Nigeria : Civil Society Action Coalition for Education For All (CSACEFA) ; Ouganda : Forum for Education NGOs in Uganda (FENU) ; République Démocratique du Congo : Coordination Nationale Pour l'Éducation Pour Tous (CONEPT) ; Sénégal : Coordination des ONG et Syndicats pour la Défense d'une Éducation Publique de Qualité (COSYDEP) ; Sierra Leone : Education For All Sierra Leone (EFASL) ; Somaliland : Somaliland Network for EFA (SOLNEFA) ; Soudan : Sudanese Network For Education For All (SNEFA) ; Tanzanie : Tanzania Education Network/Mtandao wa Elimu Tanzania (TEN/MET) ; Togo : Coalition Nationale Togolaise pour l'EPT ; Zambie : Zambia National Education Coalition (ZANEC) ; Zimbabwe : Education Coalition of Zimbabwe (ECOZI)

ASIE

Afghanistan : Movement for Support of Quality Education in Afghanistan (MSQEA) ; Australie : Australia Coalition for Education and Development (ACED) ; Bangladesh : Campaign for Popular Education (CAMPE) ; Cambodge : NGO Education Partnership (NEP) ; Îles Salomon : Coalition For Education Solomon Islands (COESI) ; Inde : National Coalition for Education NCE ; Indonésie : NEW Indonesia ; Japon : Japan NGO Network for Education (JNNE) ; Mongolie : All For Education! National Civil Society Coalition of Mongolia (AFE Mongolia) ; Népal : NCE Nepal ; Pakistan : Pakistan Coalition for Education (PCE) ; Papouasie Nouvelle-Guinée : PNG Education Advocacy Network (PEAN) ; Philippines : Civil Society Network for Education Reforms (E-Net Philippines) ; Sri Lanka : Coalition for Educational Development (CED) ; Timor oriental : Timor Leste Coalition for Education (TLCE) ; Vanuatu : Vanuatu Education Policy Advocacy Coalition (VEPAC) ; Vietnam : Vietnam Coalition on Education for All (VCEFA)

AMÉRIQUE LATINE

Argentine : Campaña Argentina por el Derecho a la Educación (CADE) ; Bolivie : Foro Educativo Boliviano (FEB) ; Brésil : Campanha Nacional pelo Direito à Educação ; Chili : Foro por el Derecho a la Educación ; Colombie : Coalición Colombiana por el Derecho a la Educación ; Costa Rica : Agenda Ciudadana por la Educación ; Équateur : Contrato Social Por la Educación Ecuador ; Guatemala : Colectivo de Educación para Todas y Todos ; Haïti : Regroupement Éducation pour Toutes/Tous (REPT) ; Mexique : Incidencia Civil en la Educación (ICE) ; Nicaragua : Foro de Educación y Desarrollo Humano De La Iniciativa Por Nicaragua ; Paraguay : Foro por la Derecho a la Educación ; Pérou : Campaña Peruana por el Derecho a la Educación (CPDE) ; République dominicaine : Foro Socioeducativo República Dominicana ; Salvador : Comité Nacional de la Campaña de Educación para Todos

MOYEN-ORIENT

Égypte : Egyptians Without Borders For Development ; Irak : Iraqi Alliance for Education (IAE) ; Jordanie : Jordanian National Coalition for EFA ; Liban : Arab Network for Popular Education (ANPE) ; Palestine : Palestinian Education Coalition ; Yémen : Yemeni Coalition for Education for All

EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD

Albanie : Children's Human Rights Centre of Albania (CRCA) ; Allemagne : Globale Bildungskampagne (GCE Germany) ; Arménie : Armenian Constitutional Right-Protective Centre ; Canada : Canadian GCE Alliance ; Danemark : The Danish NGO Education Network ; Espagne : Campaña Mundial por la Educación en España ; États-Unis : GCE US ; France : Solidarité Laïque ; Irlande : GCE Ireland ; Italie : Coalizione Italiana delle Campagna Globale per l'Educazione (CGE) ; Norvège : GCE Network Norway ; Pays-Bas : GCE Netherlands ; Portugal : Campanha Global pela Educação ; Roumanie : Coalitia Globala pentru Educatie - GCE Romania ; Royaume-Uni : GCE UK ; Suède : Swedish EFA Forum ; Suisse : Réseau Suisse des Partenaires pour l'Éducation

RÉGIONAL

Africa Network Campaign for Education for All (ANCEFA) ; Arab Campaign for Education for All (ACEA) ; Arab Network for Civic Education (ANHRE) ; Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE) ; Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE) ; Consejo de Educación de Adultos de América Latina (CEAAL) ; Fédération Africaine des Associations Nationales de Parents d'Elèves et Etudiants (FAPE) ; Fe y Alegria ; Fundacion Ayuda en Accion ; Red de Educación Popular Entre Mujeres de América Latina y el Caribe (REPEM)

INTERNATIONAL

ActionAid International ; CAMFED ; CBM ; ChildFund International ; Comic Relief ; Education International ; Global March Against Child Labour ; IBIS ; Inclusion International ; International Day of the African Child and Youth (IDAY) ; Light for the World ; Oxfam International ; Plan International ; Results Educational Fund ; Save the Children ; SightSavers International ; The Consultative Group on Early Childhood Care and Development ; VSO International ; WorldVision International



Image de couverture : Les enfants de la communauté Lapinha Quilombo en classe dans une école publique de Matias Cardoso, Minas Gerais, Brésil. Avec l'aimable autorisation de CLADE, droits d'auteur João Zinclar 2006

Tous droits réservés : Campagne mondiale pour l'éducation

Campagne Mondiale pour l'Education
25 Avenue Sturdee
Rosebank
Johannesburg 2132
Afrique du Sud

Campagne Mondiale pour
l'EDUCATION
www.campaignforeducation.org